

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 1^{er} décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE

« Carrière de Verger »
58150 SUILLY-LA-TOUR

Références : 220795
Code AIOT : 0005400439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022 dans l'établissement PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE, implanté au lieu-dit « Carrière de Verger » - 58150 SUILLY-LA-TOUR. L'inspection a été annoncée le 19/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site est autorisé par arrêté préfectoral depuis 2016. Depuis cette date, l'exploitant ne répond à aucune relance de l'inspection concernant son site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE
- « Carrière de Verger » - 58150 SUILLY-LA-TOUR
- Code AIOT : 0005400439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Carrière de roche ornementale autorisée depuis 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente inspection de 2017

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Art 2.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Dossier préalable aux travaux d'extraction	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Art 2.3.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Chap 2.12	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Moyens d'intervention - Définition générale des moyens	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 7.6.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Transports – chargements – déchargements	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 7.5.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Art 1.6.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de 2017 avait relevé 5 non-conformités. Depuis, rien n'a été fait.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Art 1.6.5
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TPO01 sur une période inférieure à cinq ans. L'actualisation est alors réalisée dans les six mois qui suivent cette augmentation. L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant.
Constats : Les garanties financières à jour ont été transmises à l'inspection le 13/10/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Art 2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès. Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) sont disponibles à proximité.
Constats : Lors de l'inspection du 21/07/2017, il avait été demandé à l'exploitant « <i>des panneaux indiquant l'interdiction de pénétrer sur le site devront être apposés sur la clôture périphérique au site à des endroits judicieusement choisis</i> ». <p>Lors de la présente visite, rien n'avait été fait pour se remettre en conformité. D'après l'exploitant, ces panneaux seraient régulièrement volés.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place ces panneaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dossier préalable aux travaux d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Art 2.3.8
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet un dossier préalable aux travaux d'extraction, en trois exemplaires, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le document établissant la constitution des garanties financières visé au chapitre 1.6 du présent arrêté, • les documents attestant de l'exécution des mesures prévues au chapitre 2.3 du présent arrêté, • le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière, visé au chapitre 5.1 du présent arrêté.
<p>Constats : Lors de l'inspection du 21/07/2017, l'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir son plan de gestion des déchets (PGD) inertes.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis son PGD à ce jour.</p> <p>Cette année, à l'occasion d'une action nationale, il a été demandé aux exploitants n'ayant pas transmis leur PGD à l'inspection de le faire. Une première demande a été faite le 11/03/2022, réponse attendue avant le 10/04/2022. Puis une relance a été faite le 03/06/2022, réponse attendue le 10/06/2022.</p> <p>Cette demande et sa relance sont restées sans réponse à ce jour.</p> <p>L'exploitant doit transmettre son plan de gestion des déchets inertes à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article Chap 2.12		
Thème(s) : Risques chroniques		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet		
Prescription contrôlée : L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :		
Article	Document (se référer à l'article correspondant)	Périodicité/échéance
1.6.3	Établissement des garanties financières	À la notification du présent arrêté
1.6.4	Renouvellement des garanties financières	6 mois avant la date d'échéance des garanties en cours
1.6.5	Actualisation des garanties financières	Tous les cinq ans ou dès que l'indice TP01 augmente de plus de 15%
1.8.1	Modification des installations	Avant la modification
1.8.2	Mise à jour des études d'impact et de dangers	En cas de modification substantielle
1.8.5	Changement d'exploitant	Avant le changement d'exploitant
1.8.6	Cessation d'activité	Six mois avant l'arrêt définitif
2.3.1	Information des tiers	À la notification du présent arrêté
2.3.2	Plan de bornage	Établissement à la notification du présent arrêté. Transmission au préfet et à l'inspection des installations classées dans le mois suivant sa réception par l'exploitant
2.4.4	Patrimoine archéologique	Un mois avant la date prévue pour les travaux de décapage. En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques
2.10.1	Déclaration des accidents et incidents	Immédiatement après un accident ou incident notable
5.1.2	Plan de gestion des déchets inertes	À la notification du présent arrêté puis révision tous les cinq ans
9.2	Résultats d'auto-surveillance	Transmission des résultats au préfet avant le 31 mars de chaque année
9.2.4	Situation acoustique	Contrôle effectué 6 mois après la notification du présent arrêté, puis au minimum tous les 3 ans. Transmission des résultats à l'inspection et au préfet dans le mois suivant leur réception par l'exploitant
9.4.1	Suivi annuel d'exploitation	Transmission au préfet avant le 31 mars de chaque année
Constats : Le plan de gestion des déchets inertes n'a pas été transmis à l'inspection et est supposé inexistant. Aucun résultat d'auto-surveillance n'a été transmis à l'inspection. À la connaissance de l'inspection, aucun contrôle acoustique n'a été fait. Le suivi annuel d'exploitation n'a également jamais été transmis à l'inspection. L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents demandés dans l'arrêté préfectoral susvisé.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délais : 1 mois		

N° 5 : Moyens d'intervention - Définition générale des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 7.6.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, conformément à l'étude de dangers.</p> <p>L'établissement dispose, à une distance maximale de 400 m, d'une réserve d'eau d'incendie d'un volume minimal de 120 m³. Cette réserve doit être accessible, par tous les temps, aux engins de secours. Si elle est constituée par un bassin, celui-ci devra avoir une profondeur minimale d'un mètre.</p>
<p>Constats : L'inspection du 18/07/2017 avait constaté l'absence de réserve incendie à proximité.</p> <p>Au jour de la présente inspection, il n'en a pas été observé.</p> <p>L'exploitant doit disposer de moyens adaptés aux risques à défendre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Transports – chargements – déchargements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2016, article 7.5.5
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de déchargement.</p> <p>Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p>
<p>Constats : L'inspection du 18/07/2017 avait constaté l'absence d'aire étanche.</p> <p>Au jour de l'inspection, aucune aire étanche n'a été observée. Un engin était présent sur site, stationné à même le sol.</p> <p>L'exploitant doit disposer d'une aire étanche, <i>a minima</i> pour le ravitaillement des engins.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois